

«Wir müssen diese Alarmzeichen wahrnehmen»

Der Kanton Zug leistet Pionierarbeit in der Förderung der psychischen Gesundheit. Dafür braucht es vor allem «politischen Willen», so Gesundheitsdirektor Joachim Eder.

Gäbe es ein Guinness Book of Records für die Prävention, wäre Zug darin vertreten. 2008 wurden im Aktionsmonat Psychische Gesundheit 47 Veranstaltungen angeboten. Wie ist es dazu gekommen?

Eine Untersuchung von Philippe Lehman aus dem Jahr 2004 zeigt, dass die meisten Folgekosten durch Unfälle entstehen, gefolgt von Kosten durch die Beeinträchtigung der psychischen Gesundheit. Mit 1400 Toten pro Jahr übertreffen die Suizide in der Schweiz die Toten im Verkehr um den Faktor 4. Deshalb haben wir reagiert. Es wäre politisch verantwortungslos, dieses Alarmzeichen nicht wahrzunehmen.

Was haben Sie unternommen?

Wir haben mit internen und externen Fachleuten sowie mit Betroffenen zusammen das Konzept «Psychische Gesundheit im Kanton Zug 2007 bis 2012» erstellt und in eine breite Vernehmlassung geschickt. Die Umsetzung startete mit einer grossen Sensibilisierungskampagne. Teil davon war auch besagter Aktionsmonat.

Was hat der Aktionsmonat gebracht?

Ein Höhepunkt war die Filmmatinée, an der «Die Bipolaren» gezeigt wurde. Der Regisseur und einige Schauspieler nahmen daran teil, der Saal war brechend voll. Nachhaltig zählen sich Aktionen wie diese aus, beispielsweise, indem im Kanton Zug schweizweit wohl am meisten Selbsthilfegruppen im Bereich Depression und psychische Probleme bestehen. Der Aktionsmonat hat dazu beigetragen, dass die hohe Hemmschwelle, über psychische Krankheiten zu reden, gesenkt wurde. Eine Umfrage hat gezeigt, dass 50 Prozent der Zuger zu Verhaltensänderungen bereit sind, sobald sie es als nötig erachten.

Was braucht es, um ein nachhaltiges Präventionsprogramm auf die Beine zu stellen?

Es ist primär eine Frage des politischen Willens. Den haben wir im Kanton Zug. Dazu kommt die Kleinheit des Kantons, in dem jeder jeden kennt. Die Vernetzung mit Vereinen wie Equilibrium, dem «Zuger Bündnis für Depression», den Kirchgemeinden, dem Gewerbeverein, der Wirtschaft und auch mit Privaten ist deshalb einfacher als anderswo. Gegen 200 000 Franken pro Jahr setzen wir nun bewusst für die Förderung der psychischen Gesundheit ein. Das hat aber wenig damit zu tun, dass Zug ein reicher Kanton ist. Entscheidend ist und bleibt die Überzeugung aller politischen Instanzen, in diesem Bereich Akzente zu setzen.

Zählt sich die Prävention im psychischen Bereich aus?

Im Bereich Suizidprävention und psychische Gesundheit gibt es noch keine Studie, welche Kosten und Nettonutzen ausweist. Die Evaluation für Zug wird 2012 erfolgen. Bereits jetzt lässt sich aber sagen, dass bauliche Massnahmen – bei uns an den beiden Lorzentobelbrücken – einen Rückgang der Suizide bewirkt haben. Strukturelle Massnahmen bringen viel, allein genügen sie indes nicht. Sie müssen in eine breite und ganzheitliche Suizidprävention eingebettet sein.

Wann und wo setzen Gesundheitsförderung und Prävention am besten an?

Im psychischen Bereich gilt: je früher desto besser. Ideal wäre, wenn man in der Mütter- und Väterberatung, in Kindergärten und Schule, in der Arztpraxis und an anderen Anlaufstellen tätig werden könnte. Gesundheitsförderung und Prävention sind hier sehr wirksam und äusserst kostengünstig.

Braucht es überhaupt ein Präventionsgesetz?

Dass man Prävention und Gesundheitsförderung auf nationaler Ebene koordinieren muss, ist für mich unbestritten. Dafür braucht es gesamtschweizerische Ziele. Vorgesehen und richtig ist, dass Kantone, Ärzte, die Stiftung Gesundheitsförderung Schweiz und andere Player wie Versicherer und Gesundheitsligen bei der Zielsetzung mitreden. Wir unterstützen das Gesetz, aber es muss noch verbessert werden.

Was muss verbessert werden?

Das Gesetz darf nicht bevormunden, sonst hat es keine Chance. Und das vorgesehene nationale Institut muss fallengelassen werden.

Was passiert in Zug, wenn das Gesetz scheitert?

Falls das Gesetz die Hürden nicht schafft, machen wir in Zug mit der Gesundheitsförderung und Prävention weiter wie bis anhin – in den Bereichen Tabak, Alkohol, Übergewicht und psychische Gesundheit. Für uns ist dies ein Prinzip und nicht abhängig davon, ob der Bund etwas tut.

INTERVIEW: SILVIA SCHÜTZ

Joachim Eder,
Gesundheitsdirektor
Kanton Zug: «Das
Gesetz darf nicht
bevormunden,
sonst hat es keine
Chance».



Foto: ZVG



« Nous devons prendre au sérieux ces signaux d'alarme »

Le canton de Zoug fait figure de pionnier en matière de promotion de la santé psychique. Il continuera sur sa lancée – avec ou sans loi sur la prévention.

En 2008, durant le « Mois de la santé psychique », pas moins de 47 manifestations ont été proposées dans le canton de Zoug, soit plus d'une par jour. Comment cette performance a-t-elle pu être réalisée ?

Une enquête réalisée par Philippe Lehman en 2004 montre que les frais consécutifs aux accidents sont considérables, ils sont suivis par les coûts imputables aux atteintes à la santé psychique. Avec 1400 morts par année, les suicides en Suisse causent quatre fois plus de décès que les accidents de la route. Il serait politiquement irresponsable de négliger ces signaux d'alarme.

Qu'avez-vous entrepris ?

Avec l'aide d'experts mais aussi de personnes intéressées, nous avons établi le programme d'action « Santé psychique dans le canton de Zoug 2007–2012 » et l'avons mis en consultation dans de larges cercles. La mise en œuvre a débuté par une grande campagne de sensibilisation. Le « Mois de la santé psychique » en faisait notamment partie.

Qu'a apporté cette action du mois ?

La projection en matinée du film *Les Bipolaires* a été un très beau moment. Le réalisateur et quelques acteurs du film y ont participé. De telles actions sont payantes sur la durée : le canton de Zoug compte à l'échelle suisse le plus grand nombre de groupes d'entraide en matière de dépression et de troubles psychiques. L'action du mois a contribué à abaisser le seuil d'inhibition empêchant de parler des maladies psychiques. Une enquête a montré que 50% des Zougois sont prêts à modifier leur comportement dès qu'ils le jugent nécessaire.

Que faut-il pour mettre sur pied un programme de prévention durable ?

C'est d'abord une question de volonté politique et elle existe dans le canton de Zoug. Ensuite, la petitesse du canton où

tout le monde se connaît joue aussi un rôle. La coordination avec des associations telles qu'Equilibrium, l'Alliance du canton de Zoug contre la dépression, les paroisses, les associations professionnelles, l'économie et le secteur privé est ainsi plus facile qu'ailleurs. Nous investissons délibérément quelque 200 000 francs par an dans la promotion de la santé psychique. Ce qui est et reste déterminant, c'est la conviction qu'ont toutes les instances politiques de mettre l'accent sur ce domaine.

La prévention dans le domaine psychique en vaut-elle la peine ?

En matière de prévention des suicides et de santé psychique, il n'existe pas encore d'étude établissant le rapport coûts/bénéfice net. Le canton procède à une évaluation, disponible en 2012. Mais nous pouvons d'ores et déjà affirmer que les mesures architecturales – chez nous, sur les deux ponts du Lorzentobel – ont eu pour effet de faire reculer les suicides. Si les mesures structurelles apportent beaucoup, à elles seules, elles ne suffisent pas. Elles doivent s'inscrire dans le cadre d'une prévention globale des suicides.

Quand et où la prévention et la promotion de la santé sont-elles les plus efficaces ?

Dans le domaine psychique, l'adage « le plus tôt sera le mieux » se vérifie. L'idéal serait de pouvoir agir déjà dans les centres de consultation pour les parents, au jardin d'enfants et à l'école, au cabinet médical et dans d'autres points de contact. La promotion de la santé et la prévention y sont très efficaces et coûtent extrêmement peu.

Une loi sur la prévention est-elle vraiment indispensable ?

A mon sens, il faut que la prévention et la promotion de la santé soient coordonnées au niveau national, c'est incontestable, d'où la nécessité de définir des objectifs de santé nationaux. Il est prévu, et c'est tout à fait juste, que les cantons, les médecins, la fondation Promotion Santé Suisse et d'autres partenaires aient leur mot à dire quant à la fixation des objectifs. Nous soutenons la loi mais elle doit encore être améliorée.

Sur quels points par exemple ?

La loi ne doit pas mettre les gens sous tutelle, sinon elle n'a aucune chance. Et il faut laisser tomber l'Institut national prévu par le projet.

Que se passera-t-il à Zoug si la loi échoue ?

En cas d'échec de la loi, dans le canton de Zoug, nous continuerons à promouvoir la santé et à faire de la prévention – en matière de tabagisme, d'alcoolisme, de surpoids et de santé psychique. Il s'agit pour nous d'une question de principe, indépendante des éventuels agissements de la Confédération.

INTERVIEW : SILVIA SCHÜTZ



Photo: maïd.

Joachim Eder, directeur de la santé du canton de Zoug : « La loi ne doit pas mettre les gens sous tutelle, sinon elle n'a aucune chance. »

